DECRET n° 430/PR du 23 mars 1985 portant création et attributions d'une direction du personnel à la Présidence de la République, à la Primature et dans les Ministères.

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DE L'ETAT**

Vu la Constitution ;

Vu les décrets n°s 453/PR et 454/PR du 27 Mars 1984 fixant la composition du Gouvernement, ensemble les textes modificatifs subséquents ;

Après avis du comité consultatif de la Fonction Publique ;

La Chambre Administrative de la Cour Suprême consultée ;

Le conseil des Ministres entendu :

DECRETE :

Article 1^{er} : Il est créé à la Présidence de la République, à la Primature et au sein des Ministères dont les effectifs le justifient, une direction du personnel chargée exclusivement de suivre la gestion des fonctionnaires et des agents contractuels en fonction dans les administrations précitées et dans les services ou organismes extérieurs qui leur sont directement rattachés.

Un texte ultérieur fixera la liste des Ministères ou secrétariats d'Etat qui, en raison de la faiblesse numérique de leurs effectifs, seront dotés d'une structure de gestion du personnel autre qu'une direction.

Article 2 : La direction du personnel assure, en outre, dans le cadre des lois et règlements en vigueur, les relations avec le Ministère de la Fonction Publique, le Ministère de l'Economie et des Finances ainsi qu'avec les caisses nationales de sécurité sociale et de garantie sociale.

Article 3 : Les services chargés du personnel dans les Ministères visés au Premier alinéa de l'article 1 ci-dessus à la date de publication du présent décret, sont érigés en directions. Toutefois chacune des administrations concernées ne pourra être dotée que d'une direction unique chargée de la gestion de l'ensemble du personnel.

Les personnels en fonction dans les secrétariats d'Etat sont gérés par la direction du personnel du Ministère de rattachement sauf s'il s'agit de secrétariat d'Etat autonomes.

Article 4 : Les directions créées en application des dispositions de l'article 1^{er} ci-dessus pourront comporter, autant que de besoin, plusieurs services pour tenir compte notamment des différents types de personnels à gérer et de leur importance numérique.

Tous ces services et directions doivent être expressément prévus dans le texte organique du ministère concerné.

Article 5 : Dans les Ministères comportant plusieurs directions générales ou résultant de la fusion de plusieurs départements ministériels ayant des directions gérant chacune une catégorie distincte de personnel, il est créé une direction centrale du personnel chargée de la coordination.

Article 6 : La direction centrale du personnel, lorsqu'elle existe, est placée sous l'autorité d'un directeur nommé par décret pris en conseil des ministres, choisi parmi les fonctionnaires de la catégorie A, hiérarchie A1 du corps des administrateurs civils et ayant rang et prérogatives de directeur général adjoint d'administration centrale.

Article 7 : La direction du personnel est placée sous l'autorité d'un directeur du personnel nommé par décret pris en conseil des ministres, choisi parmi les fonctionnaires de la hiérarchie A et ayant rang et prérogative du directeur d'administration centrale.

Article 8 : Les services du personnel sont placés sous l'autorité d'un chef de service nommé par décret pris en conseil des ministres et choisi parmi les fonctionnaires de la catégorie A et ayant rang et prérogatives de chef de service d'administration centrale.

Article 9 : La direction du personnel est chargée de centraliser et de tenir à jour tous les éléments d'information destinés à donner une vue d'ensemble sur l'état du personnel en service dans l'Administration concernée ainsi que sur les besoins en personnel de ladite administration.

A ce titre, chaque direction du personnel :

- établit les tableaux d'effectifs et les dossiers individuels et s'assure de la conformité de ces derniers avec ceux de la fonction publique
- gère les postes budgétaires ouverts annuellement, de formation et de recyclage des personnels et suit l'ensemble des dossiers constitués à cet effet ;
- recueille et instruit les dossiers des candidats à un emploi intéressant le département ou l'administration concernée en vue de leur présentation à l'organe ou l'autorité chargée du recrutement.

Article 10 : Au titre de la gestion interne chaque direction du personnel :

- prépare les décisions d'affectation, de nomination, de mutation, les soumet à la décision des autorités compétentes et veille à leur exécution ;
- s'occupe, en collaboration avec les services concernés des autres ministères, des procédures relatives aux déplacements et aux missions ;
- suit la situation disciplinaire des agents et constitue les dossiers correspondants conformément à la réglementation en vigueur, il s'assure du respect de la procédure disciplinaire, veille à la transmission des dossiers, aux notifications des décisions intervenues à leur exécution ;
- centralise les propositions de récompenses et les transmet à l'autorité compétente pour y donner suite.

Article 11 : Chaque direction du personnel est tenue de participer à la gestion des carrières des agents relevant de son administration, en liaison étroite avec la direction générale de la fonction publique à qui elle transmet périodiquement, dans les délais légaux et réglementaires les propositions de titularisation, de notation, d'avancement, de promotion et reclassement ainsi que les demandes de changement de corps et de changement de position statutaire.

Afin d'assurer l'aboutissement de ces différents dossiers, la direction du personnel centralise les fiches signalétiques et de notation et exige des services utilisateurs leur établissement périodique conformément à la réglementation en vigueur.

La direction du personnel prépare en outre les tableaux d'avancement des personnels selon la périodicité et dans les délais prévus par les dispositions statutaires.

Article 12 : En matière de congés et de retraite, la direction du personnel prépare et met à jour les pièces constitutives du dossier de chaque agent concerné : elle en assure la transmission en temps utile à la direction générale de la fonction publique.

A cet effet, la direction du personnel recueille et instruit à son niveau des demandes de congés spéciaux, les mises en congé de maternité, les mises en congé de maladie et de longue durée s'agissant plus particulièrement des congés administratifs la direction du personnel prépare le tour des congés des personnels et les décisions individuelles et collectives devant être soumises à la direction générale de la fonction publique pour contrôle et visas.

En prévision des départs à la retraite, la direction du personnel réunit douze mois au moins avant la cessation effective de service de l'agent retraits, l'ensemble des éléments justificatifs de sa carrière et en assure la transmission comme il est dit à l'alinéa premier du présent article.

Article 13 : La direction du personnel est chargée d'informer les agents de leurs droits ainsi que leurs obligations, statutaires ou contractuelles, et de s'assurer de leur respect, en liaison avec les services compétents du ministère de la fonction publique, du ministère des finances ainsi que du ministère des affaires sociales de la sécurité sociale et du bien-être.

La direction du personnel se tient informée des cas sociaux concernant les agents, les examine et les soumet à l'attention de l'autorité ou du service compétent.

Article 14 : La direction du personnel est habilitée à fournir aux services publics intéressés toute information utile sur le personnel dont elle a la charge.

Article 15 : Les dispositions du présent décret ne s'appliquent ni aux corps constitués ni aux établissements publics, ni aux sociétés d'Etat qui gèrent leur personnel conformément aux textes légaux, réglementaires ou statutaires qui les régissent.

Article 16 : Le Premier Ministre, Chef du Gouvernement, le troisième Vice-Premier Ministre, Ministre de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative, le Ministre de l'Economie, des Finances et des Participations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré, publié selon la procédure d'urgence et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Libreville, le 23 mars 1985

Par le Président de la République, Chef de l'Etat

EL HADJ OMAR BONGO

Le Premier Ministre, Chef du Gouvernement

Léon MEBIAME

Le troisième Vice-Premier Ministre d'Etat
Ministre de la Fonction Publique et de la
la Réforme Administrative

Emile KASSA MAPSI

Le Ministre de l'Economie, des Finances
et des Participations

Jean Pierre LEBOUMBA LEPANDOU